



1er mai, journée de lutte et de mobilisation pour le progrès social, la solidarité et la paix entre les peuples.

Rassemblement 10h, place Wilson à Dijon

Le contexte de ce premier mai 2017 est particulier, du fait du contexte internationale et de sa logique guerrière ainsi que de l'entre deux tours de l'élection présidentielle.



La guerre ne règle rien, au contraire. Les lieux de tensions et conflits se multiplient avec leurs cortèges de morts, de destruction, de désolation et de haine. Les multiples interventions militaires (en Irak, en Lybie, en Syrie,...), loin d'instaurer la démocratie ont généré un appauvrissement des populations avec des centaines de milliers de victimes et une impasse économique et sociale. C'est le terreau sur lequel le terrorisme se développe, poussant des populations entières sur le chemin de l'exil.

Avant la fin de la 2ème guerre mondiale, lors de la déclaration de l'OIT (Observatoire Internationale du Travail) en 1944, l'ensemble des pays de la planète avait affirmé que seule la justice sociale serait facteur de paix. Bon nombre de gouvernements l'ont oublié et font le contraire.

A l'occasion de ce premier mai, la CGT réaffirme ses valeurs de paix et de fraternité dans son combat pour le progrès social, la démocratie, la liberté, la laïcité, nécessaires au bien vivre ensemble. Elle refuse

toute stigmatisation des étrangers et amalgame entre immigration et terrorisme.

C'est bien le combat pour la justice sociale qui fera reculer les guerres, le terrorisme, le fondamentalisme, la xénophobie, le racisme, l'obscurantisme et la régression.

Plus que jamais, la CGT appelle les salariés à refuser les reculs sociaux et se mobiliser pour les salaires, l'emploi, la réduction du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail, la protection sociale, les libertés syndicales.

Depuis plusieurs mois, il est martelé à qui veut l'entendre que le contexte économique et social ne laisserait entrevoir aucune perspective réjouissante. Seuls les lendemains sombres et douloureux seraient la solution inéluctable pour permettre à la France de retrouver sa place parmi les grandes puissances européennes.

Au contraire, pour la CGT, force de proposition, les solutions résident dans les valeurs de progrès social, de solidarité et de paix entre les peuples. Quotidiennement, elle apporte son soutien et participe aux nombreuses luttes des travailleur-euses, des retraité-es, des privé-es d'emploi, de la jeunesse qui refusent comme unique réponse l'austérité permanente et le partage de la misère.



C'est en toute lucidité que la CGT porte la possibilité et la nécessité de sortir de cette logique de mise en concurrence exacerbée entre les territoires et les populations.

L'opposition systématique entre les pauvres et les moins pauvres, entre salarié-e-s et travailleur-euses indépendant-es, entre les immigrés et la population française est un leurre qui détourne du vrai débat qui est celui de la financiarisation de l'économie et de l'entreprise et d'un autre partage des richesses.

Cette logique de mise en concurrence, de dumping social et environnemental portée par les gouvernements successifs ainsi que des Accords Nationaux Interprofessionnels humiliants pour les travailleur-euses, conduit tout naturellement la CGT à revendiquer l'abrogation de la loi « travail », un nouveau statut du travail salarié qui permet de rattacher à la personne des droits et garanties transférables et opposables à chaque employeur, une revalorisation significative des minima sociaux, la diminution du temps de travail.

Dans le même temps, la CGT milite pour le développement d'une stratégie industrielle sur le long terme, avec les défis sociaux et environnementaux que cela implique.

Aujourd'hui, l'Etat gère en priorité sa politique de participations et de dividendes avec la seule vision financière de diminuer le déficit de son budget. Des entreprises sont obligées d'emprunter pour payer des dividendes, quels que soient les actionnaires.

Notre pays a besoin d'une véritable politique industrielle, définie démocratiquement. La CGT revendique pour investir dans la recherche, la formation, la qualification afin de tirer notre outil

industriel vers le haut et de permettre aux salarié-e-s d'être au cœur des mutations technologiques.

Les services publics constituent un des facteurs de localisation industrielle. L'implantation industrielle dans un territoire est facilitée par le contexte de services existants tels l'accès à l'énergie, à la communication, la santé, l'éducation.... Et inversement, l'industrie structure le territoire en appelant les services publics, et sa disparition conduit presque toujours à celle des services publics et à la désertification des lieux.



Ensemble, Salarié-e-s, privé-e-s d'emploi, retraité-e-s, du secteur public comme du secteur privé, œuvrons pour un autre avenir car le futur nous appartient !

Vous ne voulez pas en rester là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.

Bulletin de contact et de syndicalisation.

Site internet : ud21.reference-syndicale.fr

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : _____ Courriel : _____

Age : _____ Profession : _____

Entreprise (nom et adresse) : _____



Bulletin à renvoyer à CGT 21, collectif vie syndicale, 17 rue du transvaal, 21000 Dijon

Merci de ne pas jeter sur la voie publique